

REAMENAGEMENT DU NIVEAU 1 DU CTI

1 rue Bouche Thomas

49036 ANGERS



MAITRISE D'OUVRAGE

CTI D'ANGERS
1 rue Bouche Thomas
49036 ANGERS

CCTP Lot n°00 PRESCRIPTIONS COMMUNES

DCE

04/02/2025

Indice -

24.1581 NM44

Document établi par :

BE INGENIERIE GENERALE :
NOVAM Ingénierie
85300 Challans

CHALLANS • NANTES
Pôle Activ'Océan - 5 rue Copernic - 85300 CHALLANS • 02 51 93 51 95 • contact@novam-ingenierie.com

novam-ingenierie.com

Sommaire

1 GENERALITES.....	4
1.1 ALLOTISSEMENT.....	4
1.2 PIECES CONTRADICTOIRES ET CONTENU DES PRIX.....	4
1.3 ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE.....	4
1.4 CARACTERE GLOBAL FORFAITAIRE DU PRIX DU MARCHE.....	4
1.4.1 Visite de site.....	5
1.4.2 Contenu des prix forfaitaires.....	5
1.4.3 Présentation du devis estimatif.....	5
1.4.4 Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.....	5
1.4.5 Établissement des quantités	5
1.4.6 Documents écrits et graphiques.....	6
1.4.7 Ouvrages non décrits explicitement.....	6
1.4.8 Quantitatifs du M.O.E.	6
2 HYPOTHESES DE CONCEPTION - CLASSEMENT DE L'OPERATION.....	7
2.1 HYPOTHESES DE CONCEPTION.....	7
2.1.1 Contraintes de sécurité incendie - Code du travail.....	7
3 DISPOSITIONS GENERALES ET ADMINISTRATIVES.....	7
3.1 MISSION DES INTERVENANTS - ETUDES.....	7
3.1.1 Plans et notes de calculs.....	7
3.1.2 Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E)	8
3.1.3 Dossier D.U.E.M	9
3.1.4 Documents à fournir - PV.....	10
3.2 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES.....	10
3.2.1 Démarches auprès des administrations.....	10
3.2.2 Relations avec les services officiels ou compagnies concessionnaires.....	10
3.3 GARANTIES.....	10
3.3.1 Garantie de parfait achèvement.....	10
3.3.2 Garantie Décennale.....	11
3.3.3 Garantie Biennale.....	11
4 SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	11
4.1 REGLES DE L'ART.....	11
4.2 FDES - EXIGENCES SPECIFIQUES SUR LES MATERIAUX.....	11
4.3 MATERIAUX, MATERIELS, APPAREILS OU ARTICLES DE FABRICATION COURANTE.....	12
4.3.1 Marques et cahiers de charges des fabricants.....	12
4.3.2 Matériaux.....	12
4.4 MATERIAUX, MATERIELS, APPAREILS OU ARTICLES DE FABRICATION SPECIALE ET SYSTEMES OU PROCEDES NON HABITUELS.....	12
4.5 COMPATIBILITE DES PRODUITS EMPLOYES.....	13
4.6 ANALYSES, ESSAIS, VERIFICATIONS.....	13
5 PRESCRIPTIONS DU CHANTIER.....	13
5.1 RECONNAISSANCE DES LIEUX - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	13
5.1.1 Connaissance des lieux des travaux.....	13
5.1.2 Responsabilité envers les tiers.....	13
5.1.3 Réception des lieux.....	13
5.1.4 État des lieux - constat d'huissier.....	13
5.2 MAITRISE DES NUISANCES DE CHANTIER.....	14
5.2.1 Travaux en site occupé.....	14
5.2.2 Gestion et tri des déchets de chantier	14
5.2.3 Bruits de chantier.....	15
5.2.4 Nettoyage de chantier et réfection.....	15
5.3 COMPTE PRORATA & DEPENSES COMMUNES ENTREPRISES.....	16
5.3.1 Compte prorata.....	16

5.4 PLANNING - PHASAGE ET DEROULEMENT DU CHANTIER.....	16
5.5 P.G.C.S.P.S.....	16

1 GENERALITES

1.1 ALLOTISSEMENT

Le marché a été décomposé en **5 lots** dont le détail est le suivant :

- Lot n°00 PRESCRIPTIONS COMMUNES**
- Lot n°01 DECONSTRUCTION, PLATRERIE, MENUISERIE ET FAUX PLAFONDS**
- Lot n°02 REVETEMENT DE SOL**
- Lot n°03 PEINTURE**
- Lot n°04 ELECTRICITE**
- Lot n°05 CHAUFFAGE - PLOMBERIE**

Le marché est réalisé en 3 tranche(s), suivant planning prévisionnel des travaux; L'ensemble de ces éléments est joint au DCE.

1.2 PIECES CONTRADICTOIRES ET CONTENU DES PRIX

- Dans le cas de contradiction des pièces, c'est la pièce la plus contraignante pour l'entreprise qui prime. Se reporter à l'ordre de préséance des pièces défini dans le C.C.A.P. du présent Marché de Travaux.
- Contenu des prix : voir le C.C.A.P.

1.3 ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE

L'ensemble des travaux, matériaux, produits et ouvrages mis en œuvre et modes de constructions réalisées, devront être conformes aux normes pour personnes à mobilité réduite en vigueur (à la date du dépôt du Permis de Construire).

Il est de plus précisé qu'en vertu de l'article R 111-19-27, à l'issue des travaux, le Maître d'Ouvrage fera établir par un contrôleur technique une attestation constatant que les travaux réalisés respectent parfaitement les règles d'accessibilité aux personnes handicapées. Les travaux de reprise, réfection ou modification d'ouvrages qui pourraient s'avérer nécessaires pour lever toute non-conformité relevée au cours de ce contrôle seront à la charge exclusive des entrepreneurs concernés.

1.4 CARACTERE GLOBAL FORFAITAIRE DU PRIX DU MARCHE

Le Marché étant à prix global forfaitaire, suivant le **CCAG Travaux**, les entrepreneurs reconnaissent avoir pris connaissance :

- de l'ensemble du dossier d'appel d'offres
- des lieux sur lesquels seront réalisés les travaux définis au Marché, ainsi que leurs moyens d'accès

Il ne pourra en effet pas invoquer, après signature du Marché, la méconnaissance de l'environnement du chantier, ou des accès aux locaux, pour réclamer des suppléments au montant de sa soumission.

Certaines fournitures ou prestations, accessoires ou prestations, indispensables au complet achèvement des ouvrages, peuvent ne pas être explicitement décrites ou figurées, soit par omission, soit parce qu'elles sont considérées comme normalement dues selon les règles de l'art ou les usages de la profession. Elles peuvent aussi résulter des prescriptions de documents techniques ou réglementaires.

L'absence des indications précitées n'ouvre pas à l'Entrepreneur le droit de s'en prévaloir pour se soustraire à ses obligations de bonne exécution et finitions des ouvrages. Par ses connaissances professionnelles, il doit suppléer aux imprévus ou insuffisances éventuelles des documents descriptifs et il suffit qu'un travail soit indiqué ou décrit dans l'une seulement des pièces écrites ou graphiques du Marché, pour que son exécution en soit exigible sans restriction ni réserve.

Il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués au dossier fourni par le Maître œuvre, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'art et à la réalisation des divers locaux et dispositions indiqués dans les plans et C.C.T.P.

Le montant du prix global et forfaitaire est décomposé suivant un cadre qui est obligatoirement celui reprenant la présentation et la numérotation du C.C.T.P. établi par la Maîtrise d'œuvre, complété par l'Entrepreneur. Cette décomposition du prix global servira de base au calcul du montant des situations et au règlement des travaux de l'Entrepreneur.

Tout entrepreneur admet sa parfaite connaissance du projet par le seul fait de soumissionner. Non seulement il doit connaître les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot. Les devis descriptifs qui ne lui auraient pas été remis intégralement, peuvent à tout moment être consultés au bureau du Maître d'Œuvre.

Après examen, il doit nécessairement signaler au Maître d'Œuvre tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'œuvre même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées. Il doit proposer également, en temps utile, au Maître d'Œuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation. Dans le cas où les clauses du devis descriptif diffèrent aux plans, notamment dans la spécification des dimensions, l'entrepreneur sera nécessairement tenu d'envisager la solution la plus onéreuse. Il ne pourra prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

1.4.1 Visite de site

Les entrepreneurs sont tenus d'effectuer une visite sur les lieux avant la remise d'une offre afin de mieux évaluer l'importance des travaux, leurs conséquences éventuelles, et afin de prendre connaissance des possibilités d'accès et des sujétions spécifiques à l'environnement du chantier, avant l'établissement de leur soumission.

Rappel : Modalités de visite de site précisées dans le RC.

Les entrepreneurs effectuent sur place toutes reconnaissances des lieux nécessaires à leurs études, toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer du fait de la configuration de l'ouvrage, de ses servitudes ou de sa composition.

Les entrepreneurs reconnaissent par le simple fait de la remise de leurs offres, avoir pris connaissance de l'ensemble des sujétions et difficultés inhérentes au chantier, à ses accès, la nature du sol et à son environnement, et en avoir tenu compte dans leurs propositions. Le marché étant à prix global et forfaitaire, aucun supplément ne sera accordé après sa signature.

1.4.2 Contenu des prix forfaitaires

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les études, les fournitures, façon, frais de décharge, accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages.

L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ses prix.

1.4.3 Présentation du devis estimatif

Le devis estimatif sera présenté suivant l'ordre des articles du CCTP et dans la DPGF joint sous peine de rejet pur et simple de sa proposition.

L'entrepreneur devra, signaler lors de sa remise d'offre et en aucun cas après, les travaux que les descriptifs n'auraient, à son avis, pas explicitement prévus.

Ces travaux devront être chiffrés par l'entreprise, et portés dans le cadre de bordereau à la rubrique "erreurs ou omissions". Les postes chiffrés en compléments seront OBLIGATOIREMENT détaillés. Les ensembles ou forfait ne seront pas acceptés.

1.4.4 Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire

Une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire est jointe au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs.

Ce cadre D.P.G.F. énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction.

L'entrepreneur reportera ses propres quantités en suivant scrupuleusement ce cadre de décomposition. Il est rappelé que ce document n'est pas contractuel pour sa partie quantité et servira :

- Pour les éventuels travaux en plus ou en moins suite à modification du marché à la demande du maître d'ouvrage après la signature des marchés
- Pour l'établissement des demandes d'acompte et l'établissement des situations à l'avancement des travaux

Le cadre DPGF énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction.

Les candidats doivent établir leur devis sur la base des quantitatifs et cadre de bordereaux de prix (DPGF) joints au dossier, Ils pourront être modifiés le cas échéant.

Toutes erreurs ou omissions rencontrées doivent être signalées à la Maîtrise d'œuvre (Maître d'œuvre, Bureau d'Études Techniques, etc...) et corrigées avant la date de remise des offres.

- Les quantitatifs fournis par la Maîtrise d'œuvre sont donnés à titre indicatifs. Il appartient aux candidats, en raison du caractère forfaitaire du marché de mesurer eux-mêmes l'étendue des obligations auxquelles ils acceptent de souscrire par la remise de leurs offres.
- Les erreurs et/ou omissions doivent être portées à la connaissance de la Maîtrise d'œuvre et corrigées avant la date de remise des offres. Les corrections doivent être réalisées suivant l'une des deux procédures ci-dessous (la première est à privilégier):
- Le candidat corrige directement l'erreur et/ou l'omission dans son offre. Le changement doit être visible immédiatement (Caractères en Gras, Soulignés, Pochage de la cellule, ...).
- Les Bureaux d'Études Techniques concernés sous réserve de l'accord du maître d'ouvrage et/ou du Maître d'Œuvre émettra un avenant au Dossier de consultation ou un modificatif.

Rappel : Toutes les demandes ou questions formulées par les candidats en cours de consultation devront IMPERATIVEMENT respecter les modalités relatives aux échanges avec la maîtrise d'œuvre définies dans les documents particuliers du marché et OBLIGATOIREMENT par écrit.

1.4.5 Établissement des quantités

L'étude ci-jointe a été réalisée suivant les directives du Code de la Commande Publique. La DPGF ci-joint permet de comparer les offres à l'ouverture des plis.

Si l'entreprise remarque des erreurs ou un manque de sous détail avec son étude, elle doit le signaler en complément de l'offre de base dans le chapitre "erreurs et omissions".

La Maîtrise d'Œuvre analysera avec elle la modification et si elle est justifiée, le montant sera rajouté au marché de base avec explication en annexe dans le cadre de la mise au point des marchés.

A défaut d'indication précises figurant sur les documents, les quantités sont déterminés soit à l'ensemble (Ens), soit réelles de l'ouvrages à réaliser et sont exprimées soit en ensemble (ens), soit à l'unité (U), soit au mètre linéaire (m), soit au mètre carré (m²), soit au mètre cube (m³), soit au kilogramme (kg) sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnements, raccords, difficultés de mise en œuvre, etc...

Les prix établis par l'Entrepreneur et portés en regard de ses quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans les différents documents contractuels spécifiques de mise en œuvre de la présente opération.

Après la remise de son offre, le candidat ne peut prétendre à réclamation sur les quantités portées au détail estimatif, le document n'étant pas contractuel et les prix d'œuvre qu'il contient servent seulement à établir les situations mensuelles.

1.4.6 Documents écrits et graphiques

Chaque entrepreneur doit prendre connaissance du CCTP dans son intégralité.

Les plans et le CCTP se complètent réciproquement sans que les entrepreneurs puissent faire état après remise et réception de leurs offres d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile (avant la remise des offres) ; ils devront prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables à la terminaison des bâtiments dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit en accord avec le Maître d'œuvre.

Les entrepreneurs sont tenus de signaler par écrit au Maître d'œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre le CCTP et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de leurs propres réalisations.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et du CCTP soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux avenants techniques de référence et aux décisions du Maître d'œuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global forfaitaire des marchés.

Il est précisé que la clause de priorité prévue au CCAP entre les plans et le CCTP n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au CCTP est formellement dû et vice versa.

Les soumissionnaires doivent pour chaque article, portées les quantités sur la DPGF et de ce fait, prendront l'entière responsabilité des quantités indiquées et devant servir à l'établissement du montant forfaitaire des travaux.

La liste des articles portés sur cette DPGF n'est pas limitative, et, si, à l'occasion de leur reconnaissance du terrain et de l'étude du dossier, ils constataient la nécessité de certains travaux non explicitement prévus dans la présente décomposition, mais indispensables pour la réalisation complète des travaux tels que définis par les plans et le devis descriptif quantitatif, ils devraient compléter le devis descriptif quantitatif par des articles relatifs à ces travaux et assortis des quantités correspondantes. En effet, ils ne pourraient par la suite demander pour l'exécution de ces travaux aucune plus-value au montant global et forfaitaire du marché.

Les soumissionnaires indiqueront au regard de chaque article le prix unitaire comprenant les fournitures, la main d'œuvre, les manutentions, les travaux accessoires, les frais généraux, bénéfices et aléas de toute nature, ainsi que toutes les sujétions explicites et implicites des pièces du marché.

1.4.7 Ouvrages non décrits explicitement

Le CCTP décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'entrepreneur. Même s'il ne définit pas dans le détail les ouvrages tels que façon de baies, de seuils, d'appuis de tableaux, linteaux, feuillures, rejingots, supports, joints, habillages... ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

La description des ouvrages s'appuie enfin sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

1.4.8 Quantitatifs du M.O.E.

Les candidats doivent établir leur devis sur le cadre de bordereaux de prix (DPGF) joints au dossier sur la base des quantitatifs réalisées par le Maître d'Oeuvre. Les quantités peuvent être modifiées par le titulaire dans la colonne prévue à cet effet. La décomposition des ouvrages doit IMPERATIVEMENT être respectée à la lettre (Sous-détails, unités).

Toutes erreurs ou omissions rencontrées doivent être signalées à la Maîtrise d'oeuvre et corrigées avant la date de remise des offres.

Les erreurs et/ou omissions peuvent avoir pour origine, le défaut de description du CCTP et/ou le non renseignement du ou des dit(s) ouvrage(s) dans le DPGF.

Le(s) montant (s) des prestations prévues par le titulaire est (sont) porté(s) en fin de bordereau au chapitre ERREURS OU OMISSIONS du présent CCTP de façon à être inclus dans le montant de l'Acte d'Engagement.

Important :

- Ne sont pas concernées par le présent article, la ou les correction(s) éventuelle(s) de quantité du titulaire, qui doit ou doivent se faire directement et uniquement dans le DPGF dans la colonne prévue à cet effet. Ces erreurs pouvant être dues :
 - A une ou des erreur(s) de report de quantités entre le Quantitatif et le DPGF
 - A un désaccord du titulaire sur la ou les quantité(s) prévue(s) par le Maître d'Oeuvre
 - A un mode de métré différent
- Les quantitatifs fournis par la Maîtrise d'Oeuvre sont donnés à titre indicatif. Il appartient aux candidats, en raison du caractère forfaitaire du marché de mesurer eux-mêmes l'étendue des obligations auxquelles ils acceptent de souscrire par la remise de leurs offres.
- Toutes les demandes ou questions formulées par les candidats en cours de consultation doivent IMPERATIVEMENT respecter les modalités relatives aux échanges avec la Maîtrise d'Oeuvre définies dans les documents particuliers du marché. A défaut d'indication ces demandes sont effectuées OBLIGATOIREMENT par écrit (Mail ou fax), 7 jours avant la remise des offres.

2 HYPOTHESES DE CONCEPTION - CLASSEMENT DE L'OPERATION

2.1 HYPOTHESES DE CONCEPTION

2.1.1 Contraintes de sécurité incendie - Code du travail (PM) - Se référer à la réglementation en vigueur.

3 DISPOSITIONS GENERALES ET ADMINISTRATIVES

3.1 MISSION DES INTERVENANTS - ETUDES

3.1.1 Plans et notes de calculs

Rappel :

L'entreprise titulaire du marché de travaux devra établir les plans d'exécution à ses frais, sauf pour les lots plomberie, chauffage, ECS, ventilation, courants forts et faibles, TV, Tel, énergies renouvelables, les études d'exécution sont fournies, en totalité ou partiellement, dans le dossier de consultation. L'entrepreneur prendra à sa charge les études complémentaires qui pourraient se révéler nécessaires.

Pour tous les autres lots, le Maître d'ouvrage a confié au Maître d'Œuvre une mission ne comprenant pas les études d'exécution. Celles-ci seront effectuées par les entreprises, chacune en ce qui concerne ses propres ouvrages.

Le Quantitatif remis dans le cadre du DCE, fournis à titre indicatif, a pour objet de comparer les différentes offres des entreprises de façon objective. Il est rappelé toutefois que les marchés sont passés à prix forfaitaire. L'entrepreneur qui sera retenu, devra s'assurer avant la remise de son offre, que les quantités ne sont pas erronées. En tout état de cause, aucun recours ne pourra être engagé envers la maîtrise d'ouvrage au titre d'erreurs de quantité.

L'entreprise constituera dès sa désignation par le maître de l'ouvrage et pendant la période de préparation, un dossier rassemblant un ensemble complet des plans des différents ensembles, des différents détails et coupes nécessaires à leur compréhension, les notes de calculs, les documentations, etc... Concernant les systèmes et procédés utilisés et les fournitures proposées, qu'elle devra soumettre à l'agrément du maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

Ces agréments ne diminueront en rien la responsabilité de l'entreprise.

Dans le cas où l'entreprise souhaiterait avec l'accord de la maîtrise d'œuvre opter pour un mode d'exécution autre que celui proposé par le bureau d'études de structure l'ensemble des études afférentes à ce procédé sera à charge de ladite entreprise. L'incidence sur le planning d'exécution des travaux est à valider par l'OPC. Il y aura lieu de tenir compte des incidences sur les autres corps d'état.

L'entrepreneur doit dans le délai fixé par la maîtrise œuvre et OPC établir tous les dessins d'atelier des ouvrages jugés utiles par cette dernière. Éventuellement, et sans qu'il puisse en résulter une augmentation du montant du marché des travaux, l'entreprise sera tenue d'apporter à ces documents les modifications que la maîtrise œuvre et le bureau de contrôle jugeront utiles d'apporter pour respecter les règlements et normes en vigueur ou simplement dans l'intérêt de la construction.

Ces dessins sont établis d'après le projet de la maîtrise œuvre qui en définit les principes clairement. Ils doivent respecter les dispositions et principes des plans et CCTP en tous points.

Ces plans et dessins sont cotés et établis à une échelle qui ne peut être inférieure à : A préciser en période de préparation

Ces plans et dessins doivent faire apparaître tous les détails d'exécution et notamment :

- Les formes et profils des éléments constitutifs,
- Les détails d'assemblages,
- Les principes, détails et types de fixation,
- Les détails des habillages et calfeutremments,
- Les renseignements particuliers concernant les ouvrages.

Ces plans et détails seront remis à la maîtrise œuvre pour approbation, après mise au point commune éventuelle ces éléments serviront de base à l'exécution.

L'entreprise transmettra avant toute exécution un dossier complet pour chaque type d'ouvrages : des matériaux prévus à mettre en œuvre accompagné des procès verbaux d'essai, de classement et d'avis techniques.

Aucuns travaux ne devront être commencés sans la validation des études d'exécution et de synthèse par le représentant de l'équipe de maîtrise œuvre,

Les travaux ne devront en aucune façon, être commencés si l'entreprise n'a pas reçu l'agrément de principe de la maîtrise d'œuvre sur le dossier présenté ainsi que l'agrément du contrôleur technique. Dans le cas où les travaux seraient commencés sans cette acceptation, le maître œuvre pourra exiger la démolition aux frais de l'entrepreneur des travaux engagés.

Nota 1 : Le lot CVC sera responsable de la compilation de ses plans d'Exécution avec les plans d'Exécution du lot électricité.

Nota 2 : Un modèle de "Demande d'agrément de Fourniture" (DAF) sera fourni par la Maîtrise d'Œuvre en début de chantier.

3.1.1.1 Vérification des cotes

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise sur les documents de conception. Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier :

- toutes les cotes portées (des existants) sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP
- de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, les erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.

De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. S'il y a lieu, le Maître d'Œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet.

3.1.1.2 Établissement de plans d'exécutions

Les études d'exécution tel que les notes de calcul, les plans d'exécution, d'atelier, de façonnage, de fabrication et de préfabrication des ouvrages sont dus par les entreprises. Ces plans d'ensemble et de détails et notes justificatives seront soumis au visa du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle. Ils prendront en compte les plans de synthèse avec les autres corps d'état et indiqueront l'environnement physique dans lequel s'inscrivent leurs ouvrages.

3.1.2 **Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E)**

3.1.2.1 DOE - version numérique uniquement

Chaque entrepreneur devra fournir au Maître d'œuvre, **au plus tard 15 jours avant la réception des travaux**, toutes les pièces écrites ou dessinées ainsi que les garanties diverses qui lui seront demandées, afin de constituer le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.). Chaque exemplaire, pour la composition du D.O.E, sera présenté sous clé U.S.B. et composé de chapitres suivants (sans caractère limitatifs - A adapter selon la complexité des lots).

Préalable à la diffusion du DOE de chaque entreprise :

- Obligation de diffusion au Maître d'Œuvre pour visa du sommaire détaillé de l'ensemble du dossier DOE.

Présentation et contenu du DOE de chaque entreprise :

Chaque élément des DOE sera à fournir en 3 exemplaires dématérialisés :

- 2 exemplaires pour la Maîtrise d'Ouvrage
- 1 exemplaire par membre de la Maîtrise d'Œuvre

Les exemplaires dématérialisés :

- Seront remis sur supports de types "clés USB" aux formats pdf pour l'ensemble des documents et aux formats pdf et dwg pour les plans

En intérieur du (ou des) dossier (s) :

- Le sommaire général détaillant le contenu de chaque parties et sous-parties
- Huit sous dossiers regroupant :
 - 1) Les documentations des matériaux et matériels mis en oeuvre, portant notamment sur :
 - Fiches techniques accompagnées de leurs DAF précisant les références aux articles des CCTP
 - PV de classements (acoustique, feu...) des matériaux et matériels mis en oeuvre
 - ...
 - 2) Les plans de récolements par ensembles cohérents; portant notamment sur :
 - plans généraux
 - plans de détails
 - schémas (hydrauliques et aérauliques, d'armoires électriques, etc...)
 - organigramme
 - synoptiques (courants faibles, distribution Chauffage, distribution EF et ECS, désenfumage, etc...)
 - plans de repérage simplifiés format A3 (du contrôles d'accès, des boîtes de dérivation avec codes de repérage, des clapets CF (réarmement), des organes de réglage et de sécurité et leurs accès, des vannes de coupures, des sondes de relevé de température, du principe de bouclage de l'Eau Chaude Sanitaire, etc...) avec définition des dimensionnements (sections...), dispositifs de fixations, ancrages des ouvrages d'ossature, ...
 - ...
 - 3) Les notes de calcul, portant notamment sur :
 - Structures
 - CFO/CFA (éclairage, sections de câbles, sélectivité, réglage des protections, etc...)

- ...
- 4) Les attestations et PV d'autocontrôles réalisés en cours de travaux suivant demandes de la MOE et du Bureau de Contrôle, portant notamment sur :
 - L'étanchéité des réseaux
 - La vérification des planéités des planchers
 - Le traitement des bois et métaux
 - La réception et l'attestation de conformité des ouvrages galvanisés
 - Les essais de mise en charge des terrasses étanchées avant pose des protections d'étanchéités
 - Les essais au sac sur les garde-corps
 - ...
- 5) Les PV d'essais réalisés à l'issue des travaux, portant notamment sur :
 - L'étanchéité des couvertures telles que prévues au Cahier des Charges DTU (43.3 et 43.1)
 - La résistance des lignes de vies
 - Le bon fonctionnement (attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC)) :
 - des installations électriques
 - des réseaux d'eau intérieurs
 - des évacuations intérieures et extérieures
 - de la VMC simple flux
 - Le bon fonctionnement du désenfumage
 - Le bon équilibrage des réseaux
 - Les mesures de débit de ventilation
 - Le recettage informatique
 - Les CONSUEL
 - Le PV COSAEL (Comité pour le contrôle de la qualité de la réception des signaux audiovisuels)
 - Le PV de rinçage et de désinfection des réseaux
 - Le PV d'analyse de potabilité de l'eau
 - Le PV d'analyse légionelle
 - ...
- 6) Les bordereaux de suivi des déchets
- 7) Les PV de formations des utilisateurs contresignés par les personnes formées, portant notamment sur :
 - La GTC
 - La centrale de sécurité incendie
 - Le système anti-intrusion
 - Le système appel malades
 - ...
- 8) Le dossier de maintenance définissant pour les matériaux et matériels mis en oeuvre :
 - La liste complète et les coordonnées des fournisseurs
 - Les fréquences d'entretien
 - Les modalités d'entretien
 - La liste des contrats d'entretien à souscrire par le Maître de l'Ouvrage
 - ...

L'Entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage, au plus tard lors de la réception des ouvrages définie au planning, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, ainsi que tous les éléments d'informations nécessaires à leur utilisation.

Seront également fournis tous les documents demandés par le Coordonnateur Sécurité pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) ayant pour objectif essentiel de rassembler toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Il est rappelé à toutes les entreprises que selon les modalités de paiement du marché selon le CCAP, la fourniture de tous ces documents conditionne le solde financier des travaux réalisés par l'entreprise.

3.1.3 Dossier D.U.E.M

Le Maître d'ouvrage souhaite remplir pleinement son rôle de propriétaire, en se mettant en capacité de piloter la politique de maintenance et d'exploitation de son patrimoine. La mise en oeuvre d'une politique de maintenance est essentiel pour rendre plus pérenne la durée de vie des matériaux mis en oeuvre pour le projet.

A ce titre, chaque entrepreneur concerné doit établir un Dossier d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance des bâtiments, présentant tous les points administratifs, techniques, d'exploitations/maintenances des matériaux / matériels mis en oeuvre pour le projet.

Présentation et contenu du dossier DIUO :

- Présentation sous les mêmes formes que le dossier DOE
- Contenu défini et géré par le Coordonnateur SPS (Les Lots doivent fournir tout document demandé par le CSPS afin que ce dernier puisse constituer le DIUO ; ces documents doivent être fournis dans les délais exigés par le CSPS)

3.1.4 Documents à fournir - PV

Résistance au feu :

L'entrepreneur fournira les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle.

3.2 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

Les différents C.C.T.P. ne sauraient en aucune manière limiter l'importance des travaux ni la responsabilité des entreprises qui devront signaler par écrit au Maître d'Œuvre, toute erreur, omission ou manque de concordance relevé dans les documents constituant le dossier de consultation. Faute de quoi, ils seront tenus pour responsables des dites erreurs, omissions ou manques de concordances et leurs éventuelles conséquences.

L'Entrepreneur de chaque lot devra prendre connaissance, non seulement des documents concernant son lot, mais encore des dossiers des autres corps d'état. De ce fait, l'Entrepreneur adjudicataire sera tenu de fournir intégralement les prestations nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux sans prévoir prétendre à un supplément de prix ni se retrancher derrière une connaissance imparfaite, une erreur, une omission ou une mauvaise interprétation des documents du dossier de consultation. De ce fait, l'Entrepreneur accepte d'avance les conséquences financières des risques encourus. **Tout ce qui est indiqué dans les pièces écrites mais ne figure pas sur les plans, et vice-versa, a la même valeur que si les conditions étaient portées à la fois sur les plans et sur les pièces écrites. En cas de contradiction entre les différents documents du marché (Plans, CCTP, ...), l'entrepreneur envisagera la solution la plus onéreuse, sans pouvoir réclamer aucun supplément de prix.**

Avant remise de leurs offres, les Entrepreneurs devront vérifier toutes les cotes des dessins et plans (remis par le Maître d'Œuvre et joints au dossier) et se conformeront strictement aux cotes écrites figurées aux plans à l'exécution de tout relevé à l'échelle et seront réputés avoir une parfaite connaissance des lieux. Ils seront donc tenus de se rendre sur place avant remise de leur proposition.

3.2.1 Démarches auprès des administrations

Le titulaire de chaque lot devra faire, en temps utile et sans que le Maître d'ouvrage ait à le lui demander, toutes les démarches d'autorisation nécessaires auprès des administrations et différents services, pour le parfait déroulement du chantier. Préalablement au démarrage des travaux, l'entrepreneur devra repérer exactement les limites du terrain, conjointement avec les services administratifs concernés et éventuellement les propriétaires mitoyens ou riverains.

3.2.2 Relations avec les services officiels ou compagnies concessionnaires

Les différentes entreprises doivent se mettre en rapport avec tous les services intéressés et en obtenir tous renseignements utiles pour l'exécution des travaux ; elles doivent se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou organismes désignés par eux et fournir tous les documents et toutes les pièces justificatives demandées.

Les entrepreneurs doivent :

- Obtenir tous les accords nécessaires tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures,
- Transmettre au Maître d'œuvre tous les renseignements qu'il a recueilli au cours de ces contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations.
- Obtenir tous les certificats de conformité nécessaires et régler tous frais nécessités par les opérations de contrôle ou de vérifications,
- Signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de finition de chacune de ses interventions,

Les entrepreneurs doivent, au moment opportun et de leur propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents, afin d'obtenir en temps voulu la mise en service des installations conformément au planning contractuel.

Il doit enfin se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage et les remettre aux services intéressés.

Les frais afférents à ces démarches sont à la charge des entreprises concernées.

3.3 GARANTIES

3.3.1 Garantie de parfait achèvement

La réception est l'acte par lequel le maître de l'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserves. Elle intervient à la demande de la partie la plus diligente, soit à l'amiable, soit à défaut judiciairement. Elle est, en tout état de cause, prononcée contradictoirement.

La garantie de parfait achèvement, à laquelle l'entrepreneur est tenu pendant un délai d'un an, à compter de la réception, s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation sont fixés d'un commun accord par le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur concerné.

En l'absence d'un tel accord ou en cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage.

3.3.2 Garantie Décennale

Tout constructeur d'un ouvrage est responsable de plein droit, envers le maître ou l'acquéreur de l'ouvrage, des dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination.

Une telle responsabilité n'a point lieu si le constructeur prouve que les dommages proviennent d'une cause étrangère.

La présomption de responsabilité établie par l'article 1792 s'étend également aux dommages qui affectent la solidité des éléments d'équipement d'un ouvrage, mais seulement lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

Un élément d'équipement est considéré comme formant indissociablement corps avec l'un des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert lorsque sa dépose, son démontage ou son remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.

3.3.3 Garantie Biennale

Les autres éléments d'équipement de l'ouvrage font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux ans à compter de sa réception.

4 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

4.1 REGLES DE L'ART

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment (Liste non exhaustive) :

- Les documents techniques applicables
- Les Eurocodes ainsi que toutes les règles de calcul applicables au projet:
- Les Normes françaises et européennes Homologuées (NF - EN) et d'une manière générale tous les documents techniques et prescriptions diverses valables à la date de remise des offres.
- Les cahiers des charges D.T.U., les règles de calcul D.T.U. publiés par le C.S.T.B., ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés.
- Les cahiers des clauses spéciales rattachés au D.T.U. et les mémentos pour la conception, publiés par le C.S.T.B.
- Les prescriptions techniques générales publiées par le CSTB
- Les règles professionnelles techniques éditées par la Fédération Nationale du Bâtiment, parus à la date de la consultation
- La réglementation thermique RT20012
- Le code du travail - 4ème partie : Santé et sécurité au travail
- Le code de la construction et de l'habitation
- Les lois et textes ministériels
- L'aptitude à l'usage des produits de construction, vu le décret n° 2012-1489 du 27 décembre 2012 pris pour l'exécution du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil, arrêtés et avis portant application ;
- Ainsi qu'aux arrêtés, circulaires et avis précisant les modalités d'application des textes normatifs précités
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Sont également applicables :

- Le règlement sanitaire duquel relève la ville du projet.
- Les règlements de sécurité contre les risques d'incendie.
- Les réglementations en vigueur pour permettre l'accessibilité aux personnes handicapées.
- Tous les textes en vigueur à la date de remise des offres. En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant sera retenu et appliqué.
- Les cahiers de prescriptions techniques des fabricants.
- Les entreprises se conformeront aux exigences des compagnies concessionnaires locales (ENEDIS, GRDF, EAU et ASSAINISSEMENT, ORANGE, etc...) ainsi qu'aux services de sécurité et de police (POMPIERS, SERVICES MUNICIPAUX) qu'elles s'engagent à consulter avant l'exécution des ouvrages, chacune pour ce qui les concernent.

4.2 FDES - EXIGENCES SPECIFIQUES SUR LES MATERIAUX

L'entreprise devra obligatoirement fournir les fiches FDES des produits et Matériaux sélectionnés (Fiche de déclaration environnementale et sanitaire) conformément à la Norme NFP 01.010 ou les Profils Environnementaux de Produits (PEP) conformes aux normes ISO 14025 et ISO 14040

4.3 MATERIAUX, MATERIELS, APPAREILS OU ARTICLES DE FABRICATION COURANTE

Indépendamment de leur conformité au regard des prescriptions des Documents Techniques Unifiés et normes susvisés, les matériaux, matériels, appareils et articles qui seront employés ou fournis pour la réalisation des travaux, seront toujours neufs et de la meilleure qualité dans le type indiqué.

Ils seront mis en œuvre selon les plus strictes règles de l'art.

Dans le cas où des spécifications de qualités seraient indiquées dans le CCTP et le descriptif de chaque lot, il ne sera pas admis des qualités inférieures à celles prescrites.

Lorsque des marques sont indiquées dans les pièces du dossier, cela ne constitue qu'un moyen d'identification du matériel ou du matériau demandé. Le titulaire peut proposer tout matériel ou matériau présentant des caractéristiques (techniques, fonctionnelles, esthétiques,...) identiques à minima, ou supérieures.

Qualité des matériaux :

Un niveau A+ de l'étiquette polluants des matériaux de construction (arrêté du 11 avril 2011) sera demandé pour tous les revêtements intérieurs, sols, murs, plafonds.

- Les revêtements de type sol souple bénéficieront de l'étiquette A+.
- Les bois utilisés devront avoir le label PEFC et seront de provenances européennes strictement.
 - Les produits de traitement de bois devront être certifiés CTB-P+.
- Les colles bénéficieront du label Ecode de classe EC 1.
- Toutes les peintures et résines bénéficieront d'un Ecolabel Européen et de l'étiquette A+ afin de garantir une faible émission de COV
- Les isolants bénéficieront de la certification EUCB (exigence de non cancérrogénicité).
- Les panneaux de particules de bois auront une classe d'émission en formaldéhyde E1 à minima ou une étiquette A+.
- Tous les bois non massif (lamellé collé, contreplaqué, OSB, médium,...) devront à minima être classé E1 selon la norme EN120.
- Les fiches de données de sécurité seront systématiquement demandées

4.3.1 Marques et cahiers de charges des fabricants

Les spécifications techniques des marques indiquées dans le CCTP sont imposées aux entrepreneurs qui doivent en tenir compte dans leurs prix ; cependant d'autres produits, matériaux, appareils, etc... équivalents (aspect, techniques, maintenance, performances, sécurité incendie, etc...) pourront toujours être proposés par l'entreprise avec les pièces justificatives telles que : documentation, procès verbaux, avis techniques, catalogue, garantie, caractéristiques diverses, etc. Ces éléments seront à joindre dans l'offre de l'entreprise qui renseignera marques et références.

Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'entrepreneur devra suivre ces documents pour la mise en œuvre du produit ou du matériel.

La liberté de proposition de variante par l'entreprise devra rester conforme aux règles établies par le règlement de consultation. Cependant la ou les entreprises ne pourront altérer des caractéristiques environnementales des produits prescrits dans les CCTP.

Chaque variante ou proposition de variante devra ainsi, être accompagnée par « une fiche d'acceptation produit » renseignant le Maître d'Ouvrage et la Maîtrise Œuvre sur les équivalences environnementales du produit proposé par la ou les entreprises par rapport au produit prescrit.

Le Maître d'Ouvrage ainsi que la Maîtrise Œuvre se réservent le droit de refuser les propositions de la ou les entreprises. Ce refus n'entraînera pas de modification du devis de l'entreprise.

4.3.2 Matériaux

L'ensemble des exigences sur les matériaux décrites dans les descriptifs devra être justifié, au maître d'œuvre, avant commande et mise en œuvre durant le chantier. Les spécificités environnementales devront être rappelées dans le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

L'entreprise sera tenue de se conformer aux règlements en vigueur, en particulier sur la qualité et la tenue au feu de ses matériaux.

Pour les divers classements au feu demandés sur les matériaux ou les ouvrages, l'entreprise aura l'obligation de fournir des procès-verbaux du C.S.T.B.

Ces procès-verbaux seront remis pour approbation au Maître d'Ouvrage et au Contrôleur technique avant commande. Cette commande ou mise en fabrication ne pourra s'effectuer qu'après accord écrit du Contrôleur technique.

La composition ainsi que la mise en œuvre de ces matériaux ou ouvrages seront conformes à ceux décrits sur les procès-verbaux.

4.4 MATERIAUX, MATERIELS, APPAREILS OU ARTICLES DE FABRICATION SPECIALE ET SYSTEMES OU PROCEDES NON HABITUELS

Les ouvrages de nature non traditionnelle ou faisant appel à des techniques ou matériaux nouveaux, proposés par les entrepreneurs, devront faire l'objet d'un avis technique de la commission spécialisée ou avoir bénéficié d'une enquête particulière d'un organisme agréé. La fourniture et la mise en œuvre devront être conformes à cet avis et tenir compte des observations ou réserves formulées par la commission.

Pour les matériaux ou procédés n'ayant pas fait l'objet d'avis technique, les entrepreneurs doivent fournir, au Maître d'Œuvre, une documentation technique complète et détaillée, un accord du bureau de contrôle confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances. Dans les deux cas, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de refuser les procédés ou matériaux proposés.

4.5 **COMPATIBILITE DES PRODUITS EMPLOYES**

L'entreprise devra proposer une gamme de produits (colle, joint) compatible avec la nature des supports sur lesquels ils sont mis en œuvre.

D'une manière générale l'entrepreneur devra s'assurer de :

- La compatibilité des matériaux et matériels employés vis à vis de leur support
- La compatibilité des équipements rapportés vis à vis des avis techniques et procès verbaux d'essai des éléments supports (cas des équipements rapportés sur blocs portes).
- La compatibilité des équipements rapportés vis à vis des exigences thermiques, acoustiques, de résistance au feu, de sécurité incendie, d'accessibilité handicapés vis à vis de leurs supports.

4.6 **ANALYSES, ESSAIS, VERIFICATIONS**

Les entreprises devront procéder ou faire procéder par un laboratoire agréé à tous les contrôles et essais contractuels prévus par la réglementation ainsi que tous ceux demandés par la maîtrise œuvre ou par le contrôleur technique.

Ces contrôles et essais sont à la charge de l'entreprise.

Les essais ne devront pas entraîner de perturbations dans le calendrier des travaux.

Ils feront l'objet de compte rendus écrits et détaillés qui seront soumis au maître d'œuvre avant réception des ouvrages.

En cas de litige, il pourra être fait appel, par le Maître d'œuvre, pour des contre-essais en laboratoires, à des organismes spécialisés. En cas de résultat non favorable le titulaire du lot concerné supportera les frais de ces contrôles.

5 **PRESCRIPTIONS DU CHANTIER**

Le présent chapitre rappelle certains points relatifs aux prescriptions du chantier, de manière non exhaustive. L'entreprise se référera donc également au CCAP et au PGCSPS

L'ensemble des installations décrites au présent chapitre devra être conformes au PGCSPS en cas de contradiction entre ces documents c'est le PGCSPS qui primera.

L'installation de chantier se fera pendant la période de préparation de chantier et devra être terminée entièrement et acceptée par le Coordonnateur S.P.S. au plus tard le 30ème jour suivant l'ordre de service.

5.1 **RECONNAISSANCE DES LIEUX - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR**

5.1.1 **Connaissance des lieux des travaux**

Toute entreprise répondant à la procédure de mise en concurrence est réputée avoir pris connaissance des existants, notamment en se rendant sur les lieux du futur chantier, et en avoir reconnu le relief, l'environnement immédiat et toutes contraintes qui puissent en résulter pour l'exécution des travaux.

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ces ouvrages dans les règles de l'Art, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne seraient et ne pourraient d'ailleurs être financés.

L'entrepreneur remettra donc son offre en prévoyant les éventuelles difficultés d'accès, d'approvisionnement ou autres, sans pouvoir tenter ensuite de revenir sur le prix global et forfaitaire du marché.

Il ne saurait se prévaloir ultérieurement à la conclusion du marché d'une connaissance insuffisante du site.

5.1.2 **Responsabilité envers les tiers**

L'entrepreneur adjudicataire de chaque lot est responsable de tous les désordres causés aux bâtiments pendant ou après son intervention, si la preuve était apportée que le désordre provient de son fait.

A ce sujet, il devra contracter toutes les assurances nécessaires le couvrant contre les risques encourus au titre de sa "Responsabilité Civile" et garantissant les préjudices corporels, matériels et immatériels causés à autrui. Afin de justifier qu'il est titulaire des contrats nécessaires, l'entrepreneur devra joindre à son offre une attestation de la Compagnie d'Assurances.

5.1.3 **Réception des lieux**

Préalablement au démarrage des travaux, l'entrepreneur devra repérer exactement les limites du terrain, conjointement avec les services administratifs concernés et éventuellement les propriétaires mitoyens ou riverains.

Le fait de commencer les travaux, suppose que l'entrepreneur accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler.

S'il avait des réserves à formuler, il devra demander l'inscription en P.V. au Maître d'œuvre ou au coordonnateur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

5.1.4 **État des lieux - constat d'huissier**

Dans le cadre de la présente opération, des états des lieux par constat d'huissier sont à réaliser. Ceux-ci sont répartis de la façon suivante :

- État Initial : établissement des états des lieux avant commencement de tous travaux
- État Final : établissement des états des lieux après achèvement des travaux

Dans le cas où l'entreprise juge insuffisant le nombre de constat d'huissier prévu en phase de conception, celle-ci intègre dans son offre tous les frais inhérents et relatifs à cette prestation.

5.2 MAITRISE DES NUISANCES DE CHANTIER

5.2.1 Travaux en site occupé

Les travaux se dérouleront en site occupé. Toutes les dispositions et précautions doivent être respectées en matière d'hygiène et de sécurité par l'ensemble des titulaires et des intervenants.

A ce titre, l'entreprise prévoit dans son offre toutes les sujétions et contraintes d'exécutions liées, et notamment :

- Maintenir en activité les dispositifs d'alarmes et d'évacuation en cas d'incendie
- Maintenir en service les systèmes de désenfumage
- Maintenir les zones de chantier fermées, inaccessibles au salariés tant en intérieur qu'en extérieur des bâtiments
- Limiter et/ou contenir toutes émissions de poussières et notamment :
 - Maintenir en parfait état d'étanchéité les cloisonnements de limites intérieures de chantier
 - Interdire l'accès aux zones de chantier par l'intérieur des locaux et/ou circulations occupés par des résidents ou du personnel
- Limiter au maximum les bruits humains et de chantier : Travaux bruyants suivant horaires spécifiques imposés par la MOA
- Approvisionnement et évacuation des de la zone de chantier suivant horaires spécifiques imposés par la MOA
- Nettoyage soigné des zones de travail
- Ne jamais laisser traîner d'outils, de matériaux et tous autres objets dans les zones d'activités
- Y compris toutes les dispositions particulières spécifiées par le CSPS et selon les exigences du Maître d'Ouvrage

Nota 1 : En cas de manquement, des pénalités pourront être imposées au(x) titulaire(s) concerné(s), se référer au CCAP pour les modalités des pénalités.

5.2.2 Gestion et tri des déchets de chantier

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- Code de l'environnement
- Code de la construction et de l'habitation
- Code du travail

Prescriptions essentielles concernant les déchets de chantier

- Classification des décharges ou centres d'enfouissement:
 - Classe 1 - pour déchets dangereux, et notamment les déchets d'amiante friable.
 - Classe 2 - pour déchets ménagers et assimilés, et déchets de chantier non triés, sauf ceux dangereux.
 - Classe 3 - pour déchets inertes, ainsi que les déchets des matériaux non friables contenant de l'amiante, dans la mesure où l'installation comporte des alvéoles dédiées à cet usage.
- Valorisation des déchets de chantier :
 - par réemploi,
 - par traitement de valorisation,
 - par valorisation produisant de l'énergie, le transport jusqu'à l'installation de traitement étant à la charge de l'entrepreneur.
- Classification des déchets de chantier :
 - les déchets dangereux (DD)
 - les déchets non dangereux (DND)
 - les déchets non dangereux inertes
 - les emballages
- Frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets

Tous les frais et coûts de la gestion sur chantier, des traitements de valorisation et/ou d'élimination des déchets de chantier sont à la charge des entrepreneurs.

5.2.2.1 Les obligations des titulaires de chaque lot

Dans le cadre du tri des déchets, le chantier fera l'objet d'une organisation particulière au niveau de :

- Prévention ou réduction de la production des déchets
- Organisation du transport des déchets et limitation en distance et en volume
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie à priori entre ces différents modes
- Information du public
- La signalétique indiquant la nature des déchets à déposer
- L'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets
- L'information des entreprises et de son personnel

Il est rappelé également qu'il est interdit :

- De brûler les déchets sur les chantiers
- D'abandonner ou d'enfermer les déchets (même inertes), dans les zones non contrôlées administrativement (décharges sauvages, chantiers, etc...).

Les entreprises devront respecter les obligations indiquées au CCTP, et PGCSPS

L'attention des entreprises est ici attirée sur le fait qu'elles auront obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiquées dans les documents du dossier de consultation et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

5.2.2.2 Organisation générale de la gestion du tri sélectif

Chaque entrepreneur a à sa charge la gestion des déchets de chantier. De ce fait, chacun des titulaires doit :

- Le tri sélectif de ses déchets de construction/déconstruction lors de l'évacuation.
- Chacun des titulaires se charge de l'évacuation, de la signalétique particulière, ainsi que du transport dans les centres de stockage appropriés. Toute infraction à ce tri fera l'objet de l'application des mesures coercitives prévues au CCAP et au règlement particulier "Gestion des déchets de chantier".

5.2.2.3 Pénalités

L'organisation de la gestion des déchets de chantier devra être mise en place au plus tard 15 jours après le démarrage effectif des travaux. Sinon, une pénalité de retard sera appliquée.

Pendant la durée des travaux, l'entreprise qui ne respectera pas les consignes d'évacuation quotidienne, sur simple constatation de la personne représentant la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre, fera l'objet d'une pénalité forfaitaire.

La pénalité pour non-respect des obligations de tri des déchets suivant CCAP.

5.2.2.4 Traçabilité des déchets - PM

(PM) - Suivant réglementation en vigueur.

5.2.2.5 Dispositions spécifiques pour la gestion communes des déchets de chantier - PM

(PM) - Sans objet pour le présent projet.

5.2.2.6 Stockage des déchets - PM

Nota 1 : **Aucun stockage sur site n'est prévu, l'entreprise devra évacuer quotidiennement ses déchets.**

5.2.3 Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables.

Des exigences concernant les bruits de chantier peuvent être imposées par la Maîtrise d'Ouvrage, notamment pour les travaux bruyants à réaliser sur horaires spécifiques. Chaque titulaire doit respecter les exigences en matières de bruit de chantier.

5.2.4 Nettoyage de chantier et réfection

(PM) - Suivant CCAP

Le nettoyage du chantier est effectué conformément aux dispositions des annexes A et B du CCAG et des dispositions particulières ci-après.

Le nettoyage doit se faire de façon continue, et en tout état de cause à minima à la fin de chaque intervention de chaque entrepreneur, de telle sorte que l'entrepreneur qui intervient après puisse trouver place nette pour réaliser son intervention. Par ailleurs, chaque entrepreneur doit procéder au nettoyage de ses propres ouvrages, y compris le cas échéant au retrait des emballages, protections ou étiquettes dès lors que le Maître d'œuvre en fait la demande.

Dans le cas où il serait constaté que le nettoyage n'est pas suffisant, le maître d'œuvre pourra proposer qu'il soit effectué par une entreprise de nettoyage aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant et, si celui-ci n'est pas connu, les frais seront imputés au compte prorata.

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- Chaque entrepreneur à la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'ouvrage ou le cas échéant à la décharge publique.
- Chaque entrepreneur à la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Le titulaire de chaque lot a à sa charge le nettoyage général du chantier en fin de travaux comprenant l'enlèvement des gravois et déchets de toute nature, avec chargement et transport à la décharge publique.

Il devra également toutes les réfections nécessaires sur le domaine public et propriétés voisines, dues à son intervention.

Prévoir la remise en forme du terrain environnant le bâtiment (réfection des abords ...)

Après réalisation des travaux, les titulaires de chaque lot doivent la reprise des empièvements, bordures, trottoirs, voirie...etc, suivant l'impact de ses travaux sur le terrain environnant.

Les ouvrages à refaire seront réalisés à l'identique compris forme de pente et tous fils d'eau.

Il devra également toutes les réfections nécessaires sur le domaine public et propriétés voisines, dues à son intervention autre que celles précitées.

L'ensemble des éléments énumérés ci-dessus sont à la charge de chaque titulaire des lots.

5.3 COMPTE PRORATA & DEPENSES COMMUNES ENTREPRISES

5.3.1 Compte prorata

La répartition des frais communs se fait suivant le montant des travaux de chaque corps d'état.

La gestion de ce compte incombe au titulaire du lot Gros-œuvre.

Celui-ci porte notamment sur les travaux suivants :

- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone
- Nettoyages intérieurs et nettoyage des abords (en cas de litige)
- Réparation et de remise en état dont la responsabilité n'est définie pour aucun lot
- Autres dépenses de maintenance et d'entretien des installations communes
- Tris sélectifs

Ainsi que toutes autres clauses conformes et respectant le C.C.A.P.

Le titulaire du lot Aménagement intérieur désigné pour la gestion du compte prorata, procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectue la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque titulaire.

Dans cette répartition, l'action du Maître d'Ouvre se limite à jouer le rôle d'arbitre amiable dans le cas où les titulaires lui demandent de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Tous titulaires d'un marché se doivent de participer au compte prorata et de s'acquitter des factures que lui adresse le gestionnaire.

Les modalités de gestion du compte prorata sont décrites au C.C.A.P.

5.4 PLANNING - PHASAGE ET DEROULEMENT DU CHANTIER

Le planning enveloppe des travaux est joint au dossier de consultation des entreprises, le planning détaillé sera établi par l'OPC en phase de préparation de chantier.

Pendant la période de préparation, s'il en est prévu une au C.C.A.P., ou dès réception de l'ordre de service prescrivant l'exécution des travaux, l'entrepreneur titulaire (ou le mandataire commun) devra établir un calendrier d'exécution des travaux, tenant compte du délai global fixé par l'acte d'engagement et le soumettra à l'approbation du Maître œuvre.

Principe de phasage :

(PM) - L'opération est réalisée en 3 phases, conformément au plan de phasage et planning.

Nota 1 : L'ensemble des titulaires doivent prendre connaissance du carnet de phasage et prendre en compte toutes les sujétions d'exécutions relatives aux différentes phases des travaux dans leur offre.

5.5 P.G.C.S.P.S.

Les travaux du présent projet sont soumis en matière de sécurité dans ses différentes phases aux nouvelles dispositions de la Loi 93.14.18 des 31 décembre 1993 et du Décret 94.11.59 du 26 décembre 1994.

Cette réglementation vise à l'intégration de la Sécurité dès la phase de conception et organise la Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé par la nomination de Coordonnateurs dont la mission s'exerce lors des phases d'étude des projets et lors des phases de réalisation, par la création de Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé, ainsi que par la création d'un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.

Principes généraux de prévention applicables au chantier

Les principes généraux de Prévention édictés au chapitre II de l'article L 230.2 (a,b,c,d,e,f,g) du Code du Travail rappelés ci-après devront être pris en compte tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation des ouvrages, c'est-à-dire :

Éviter les risques

Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités

Combattre les risques à la source

Tenir compte de l'état d'évolution de la technique

Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux

Planifier la Prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les Conditions de Travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants

Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle

Obligations des entreprises

Le rôle du Coordonnateur dans la nouvelle législation oblige contractuellement les entreprises, qu'elles soient traitantes, sous-traitantes ou indépendantes, à participer activement à cette Coordination :

en transmettant au Coordonnateur tous les éléments permettant d'établir le Dossier d'Intervention Ulérieure se rapportant à leurs marchés, ainsi qu'à leurs travaux réellement exécutés

en participant aux réunions d'organisation de la Coordination provoquées par le Coordonnateur

en assistant à la visite d'Inspection Commune préalable à toute intervention sur le chantier

en rédigeant le Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé pour celles qui sont soumises à l'obligation de le rédiger, et ceci avant le début de leurs travaux

en désignant les représentants de l'entreprise qui devront siéger et participer au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.